

Algérie : Le déficit budgétaire risque d'atteindre les 17% du PIB en décembre (BAD)

L'Algérie est confrontée à une crise économique sans précédent. Son déficit budgétaire pourrait atteindre en décembre le seuil de 17% du Produit intérieur brut (PIB), a averti la Banque africaine de développement (BAD), dans un rapport intitulé '[Perspectives économiques en Afrique du Nord 2020](#)', rendu public il y a quelques jours.

''Si la pandémie devait durer jusqu'en décembre 2020 (scénario pessimiste), le déficit budgétaire pourrait atteindre 10,9 % du PIB pour la région, et il serait supérieur à 10 % en Algérie (17 % du PIB) et en Libye (22,5 % du PIB), et à 8,7 % du PIB en Égypte'', indique rapport qui précise qu'en 2019, le déficit budgétaire en Algérie représentait 11,4 % du PIB.

Pour les causes de cette hausse du déficit budgétaire, les rédacteurs du rapport évoquent la chute des prix du pétrole et les conséquences de la COVID-19. ''La volatilité des cours du pétrole pèse lourdement sur le rythme de la croissance, les soldes des comptes courants, la situation budgétaire et les investissements révisionnels en Algérie et en Libye. Du fait de la propagation de la COVID-19, les cours du pétrole se sont effondrés sur les marchés internationaux, le baril de Brent touchant un creux inférieur à 25 USD en mars 2020'' expliquent-ils. Ils ajoutent :'' les pays nord-africains exportateurs de pétrole (Algérie, Libye) seront particulièrement touchés, et accuseront une baisse de leurs exportations en termes nominaux et de leurs recettes budgétaires''.

Par ailleurs, le déficit des comptes courants devrait s'établir à 11,4 % du PIB en 2020, principalement sous l'effet d'un taux d'inflation au-dessus de 10 % dans les pays exportateurs de pétrole (20 % du PIB et 19,8 % du PIB en Algérie et en Libye respectivement), mais également en Mauritanie (17 % du PIB) et en Tunisie (12,2 % du PIB) dont les principaux partenaires commerciaux sont la Chine et les pays européens.

S'agissant de l'inflation, la BAD s'attend à ce que l'inflation soit contenue en Algérie compte tenu de la gestion active des liquidités dans un contexte de recours accru au financement monétaire du déficit budgétaire et compte tenu des restrictions imposées sur les importations de biens de consommation, en particulier les aliments.